

Réunion du Conseil Municipal du vendredi 15 avril 2022
Séance ordinaire sous la **présidence** de Jean-Paul MICHAUD, Maire

Absents : Jean-Michel MAY donne procuration à Cédric BREVOT, Olivier CORNE donne procuration à Sébastien PILLOT, Stéphane PFRANG donne procuration à Jean-Paul MICHAUD

Convocation : 11 avril 2022

Secrétaire de séance : Maryline BOCH

Début de séance : 20h00

Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2022

1) Finances

• Budget primitif 2022

Monsieur le Maire présente le budget primitif pour l'année 2022 comme suit :

| | | DEPENSES | RECETTES |
|----------------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|
| Section de fonctionnement | Crédits de fonctionnement | 244 662.29 € | 180 887.19 € |
| | Report exercice 2021 | 0.00 € | 136 080.65 € |
| | Total | 244 662.29 € | 316 967.84 € |
| Section d'investissement | Crédits d'investissement | 63 922.38 € | 148 812.47 € |
| | Report exercice 2021 | 81 436.07 € | 0.00 € |
| | Restes à réaliser 2021 | 3 454.02 € | 0.00 € |
| | Total | 148 812.47 € | 148 812.47 € |
| TOTAL | | 393 474.76 € | 465 780.31 € |

Le Maire rappelle que la commune n'a pas de difficultés financières compte-tenu d'une gestion rigoureuse en accord avec les objectifs fixés en début de mandat par le conseil municipal en maîtrisant le fonctionnement et mesurant les investissements. Une petite réserve financière a été constituée afin de pouvoir répondre aux futurs projets de la commune. Le Maire rappelle que le conseil municipal a décidé de ne pas augmenter la taxe foncière de la commune bien que celle-ci soit inférieure à la moyenne de la STRAT.

Le conseil ayant décidé de ne plus tirer de feux d'artifices pour les célébrations du 14 juillet, il propose que le budget qui était alloué soit versé aux comptes du CCAS. En effet de plus en plus de personnes se retrouvent momentanément en difficulté et la commune pourra apporter ainsi une aide solidaire.

Le conseil accepte cette proposition à 9 voix pour et 2 abstentions et le budget est modifié en conséquence.

Les subventions aux associations incluses dans le budget sont les suivantes :

- Entraide Val Saint-Vitois : 300 euros
- Amicale Thoraisienne : 1000 euros
- Vélo Passion : 1000 euros
- A.P.E. : 150 euros
- Prévention routière 100 euros

Le conseil municipal doit délibérer pour opter pour le mécanisme de neutralisation total de l'amortissement comptable de l'attribution de compensation d'investissement sollicitée par la communauté urbaine Grand Besançon Métropole au BP 2022.

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Le conseil municipal doit délibérer pour autoriser le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2022, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Après délibération, à l'unanimité des votants le conseil municipal approuve le budget primitif 2022, la neutralisation des amortissements cités et la fongibilité des crédits.

2) Groupement de commande permanent du Grand Besançon Métropole

Dans le cadre de sa politique d'aide aux communes, Grand Besançon Métropole, en lien avec la Ville de Besançon et le CCAS, s'est engagé dans une démarche de développement des groupements de commandes ouverts à l'ensemble des communes de l'agglomération.

Dans une logique de mutualisation et d'optimisation économique et qualitative des achats, un dispositif d'achat innovant consistant en une convention unique de groupement de commandes à caractère permanent a été mis en place le 13 juin 2016, modifiée le 31 mai 2017 ainsi que le 21 août 2019. Cette convention offre la possibilité aux communes de Grand Besançon Métropole d'adhérer ou non à des marchés publics destinés à satisfaire des besoins récurrents dans divers domaines d'achats (achats groupés de fournitures, services, prestations intellectuelles et travaux).

Dans un but de simplification administrative, une refonte de cette convention est aujourd'hui nécessaire afin d'élargir les domaines d'achats susceptibles d'être mutualisés, de simplifier les procédures d'adhésion et de retrait de membres à la convention afin que seul le nouveau membre ou le membre souhaitant se retirer du dispositif délibère (actuellement, pour intégrer ou retirer un membre, les 86 membres doivent délibérer), et également permette à de nouveaux membres d'y adhérer. Cette refonte passant par la mise en œuvre d'un avenant modificatif de la convention.

La confirmation de l'engagement à participer à cette convention remaniée a été proposée à l'ensemble des membres et suite à ce recensement par Grand Besançon Métropole, pour lequel **la commune de THORAISE a donné son accord de principe**, une délibération est désormais nécessaire pour adhérer à cette convention cadre remaniée.

I- Rappel des principales caractéristiques du groupement permanent :

- **Objet et périmètre** : il s'agit d'une convention unique ayant pour objet la constitution d'un groupement de commandes portant sur les marchés publics destinés à satisfaire des besoins récurrents (achats groupés de fournitures, services, prestations intellectuelles et travaux).

- **Membres** : les 86 membres sont le Grand Besançon Métropole, la Ville de Besançon, le CCAS de Besançon, l'EPCC Les 2 Scènes, la RAP La Rodia, l'ISBA, le SYBERT, le SMSCoT, le SMABLV, le SM de l'Orchestre Victor Hugo Franche-Comté, le SM du Musée de Plein Air des Maisons Comtoises de Nancray, le Pôle métropolitain Centre Franche-Comté, le Syndicat Intercommunal Scolaire de Byans – Villars – Les Abbans, le Syndicat Intercommunal Fontain – Arguel – La Vèze - Pugey, le Syndicat Intercommunal de la Petite Enfance du Secteur de la Dame Blanche, le Syndicat Scolaire de La Lanterne, le SIVOM de François Serre les Sapins, le SIVOM de Boussières, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs et 67 communes de la Grand Besançon Métropole.

- **Durée** : le groupement de commandes est constitué pour une durée indéterminée ; la convention prendra fin lors de l'extinction des besoins.

- **Coordonnateur du groupement** : en fonction du domaine d'achat, le coordonnateur sera tantôt Grand Besançon Métropole, tantôt la Ville de Besançon. Pour certains domaines, il n'est pas défini dans la convention et sera désigné ultérieurement par les membres des groupements de commandes concernés, en prenant notamment en compte la compétence exercée ainsi que le niveau d'expertise dans la famille d'achat.

II- Rappel du fonctionnement du dispositif de groupement permanent

- L'adhésion au groupement n'engage pas les membres à participer à l'ensemble des procédures de marchés correspondant aux achats listés dans la convention. En effet, un adhérent pourra ne pas avoir de besoin pour certains marchés. Autre possibilité, un adhérent peut juger plus pertinent de passer une procédure séparée, notamment lorsque le projet impose des contraintes spécifiques.
- Les membres sont sollicités en amont de chaque consultation, sur leur participation au groupement et sur la nature de leurs besoins le cas échéant.
- L'engagement d'un membre dans une procédure de marché groupé signifie qu'il s'engage à commander les prestations exclusivement auprès du titulaire de ce marché et pendant toute la durée du marché.

III- Refonte du dispositif

Les modifications sont de 3 ordres :

1- Elargissement des domaines d'achats susceptibles d'être mutualisés :

Après consultation des membres du COPIL groupement de commandes, la liste des familles d'achats entrant dans le champ d'application de la convention de groupement de commandes permanent a été élargie aux domaines suivants :

- Travaux de numérisation de documents
- Maintenance des systèmes d'alimentation électriques sans interruption (ASI) de types onduleurs
- Prestations d'externalisation de la gestion de l'indemnisation chômage
- Protection sociale complémentaire
- Prestations d'études générales, audit et conseil en matière de sécurité et de sauvegarde
- Achat et/ou location de matériels pour activités de loisirs culturels
- Fourniture de matériels de promotion de la santé et/ou de matériel médical
- Construction, entretien et réparation d'ouvrages d'art
- Prestations d'aménagement, création et extension de cimetière et de crématorium
- Fourniture de produits de dératisation, désinsectisation et désinfection et appareils pour lutte mécanique contre les rongeurs
- Diagnostics, contrôle des équipements dont la voirie (réglementaires et non réglementaires)
- Cycles
- Achat de carburants

2- Simplification des procédures d'adhésion et de retrait de membres à la convention :

L'article 7.1 « Adhésion » de la convention a été modifié comme suit afin que seul le nouveau membre délibère et non plus l'ensemble des membres :

« Chaque membre adhère à la convention cadre de groupement de commandes permanent par délibération de l'assemblée délibérante approuvant l'acte constitutif ou par toute décision de l'instance autorisée.

Une fois le groupement de commandes permanent constitué, toute nouvelle demande d'adhésion à la convention cadre de groupement de commandes permanent constitué par la présente convention, qui émanerait, doit uniquement être validée et approuvée par la personne morale souhaitant adhérer conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

L'accord des autres parties à la convention n'est pas sollicité expressément. Ces autres parties, ayant déjà délibéré pour pouvoir adhérer à la convention cadre de groupement de commandes permanent, sont réputées donner implicitement leur accord à la nouvelle adhésion.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve, seul le nouveau membre signe cet avenant. À titre informatif, un exemplaire de l'avenant est transmis à l'ensemble des membres de la convention.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions d'un marché en cours. Toute nouvelle adhésion n'a d'effet que pour les consultations postérieures à l'avenant intégrant le nouveau membre. »

L'article 7.2 « Retrait » de la convention a été modifié comme suit afin que seul le membre souhaitant se retirer du dispositif délibère et non plus l'ensemble des membres :

« Chaque membre pourra se retirer du groupement sous réserve d'en informer préalablement le coordonnateur par lettre recommandée avec accusé de réception six mois au moins avant la fin de chaque exercice budgétaire. Toutefois, les commandes émises antérieurement au retrait demeurent exécutoires.

Néanmoins, si le retrait d'un des membres du groupement devait remettre en cause les conditions financières du marché passé, les pénalités induites par ce retrait seraient à sa charge.

Le retrait d'un membre à la convention de groupement de commandes permanent est formalisé par la validation et l'approbation de la seule personne morale souhaitant se retirer du dispositif conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

L'accord des autres parties à la convention n'est pas sollicité expressément. Ces autres parties sont réputées donner implicitement leur accord à ce retrait.

Chaque retrait est formalisé par la conclusion d'un avenant à la présente convention signé du seul membre souhaitant se retirer du dispositif. À titre informatif, un exemplaire de l'avenant est transmis à l'ensemble des membres de la convention. »

3- Intégration de nouveaux membres :

Les nouveaux membres potentiels du groupement ont été consultés en début d'année 2022 afin de donner leur accord de principe quant à leur adhésion au dispositif.

La liste définitive des membres comprend désormais 91 membres (les 68 communes membres du Grand Besançon et 23 entités) définis ci-après :

La Commune de Besançon,

La Communauté Urbaine de Grand Besançon Métropole,

Le Centre communal d'Action Sociale,

L'EPCC les Deux Scènes,

La RAP La Rodia,

L'Institut Supérieur des Beaux-Arts,

Le Syndicat Mixte de Besançon et de sa Région pour le Traitement des Déchets (SYBERT),

Le Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SMSCoT),

Le Syndicat Mixte de l'aérodrome de Besançon-La Vèze (SMABLV),

Le Syndicat Mixte de l'Orchestre Victor Hugo Franche-Comté,

Le Syndicat Mixte du Musée de Plein Air des Maisons Comtoises de Nancray (Musée des Maisons Comtoises),

Le Pôle métropolitain Centre Franche-Comté,

Le Syndicat Intercommunal Scolaire de Byans – Villars – les Abbans,

Le Syndicat Intercommunal Fontain – Arguel – La Vèze - Pugey (SIFALP),

Le Syndicat Intercommunal de la Petite Enfance du Secteur de la Dame Blanche,

Le Syndicat Scolaire de La Lanterne,

Le SIVOM de François Serre les Sapins,

Le SIVOM de Boussières,

Le Syndicat Mixte Lumière (nouveau membre),

Le Syndicat Mixte de Micropolis (nouveau membre),

Le SIVOS de Mamirolle – Le Gratteris – La Chevillotte (nouveau membre),

Le SIVOS RPI des 3 Moulins (nouveau membre)

Le SIVOM de Dannemarie Velesmes (nouveau membre),

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs,

La Commune d'AMAGNEY,

La Commune d'AUDEUX,

La Commune d'AVANNE-AVENEY,

La Commune de BEURE,

La Commune de BONNAY,

La Commune de BOUSSIÈRES,
La Commune de BRAILLANS,
La Commune de BUSY,
La Commune de BYANS SUR DOUBS,
La Commune de CHALEZE,
La Commune de CHALEZEULE,
La Commune de CHAMPAGNEY,
La Commune de CHAMPOUX,
La Commune de CHAMPVANS-LES-MOULINS,
La Commune de CHATILLON-LE-DUC,
La Commune de CHAUCENNE,
La Commune de CHEMAUDIN ET VAUX,
La Commune de CHEVROZ,
La Commune de CUSSEY SUR L'OGNON,
La Commune de DANNEMARIE-SUR-CRETE,
La Commune de DELUZ,
La Commune de DEVECEY,
La Commune d'ECOLE-VALENTIN,
La Commune de FONTAIN,
La Commune de FRANÇOIS,
La Commune de GENEUILLE,
La Commune de GENNES,
La Commune de GRANDFONTAINE,
La Commune de LA CHEVILLOTTE,
La Commune de LA VEZE,
La Commune de LARNOD,
La Commune de LE GRATTERIS,
La Commune de LES AUXONS,
La Commune de MAMIROLLE,
La Commune de MARCHAUX- CHAUDEFONTAINE,
La Commune de MAZEROLLES-LE-SALIN,
La Commune de MEREY VIEILLEY,
La Commune de MISEREY-SALINES,
La Commune de MONTFAUCON,
La Commune de MONTFERRAND-LE-CHATEAU,
La Commune de MORRE,
La Commune de NANCRAY,
La Commune de NOIRONTE,
La Commune de NOVILLARS,
La Commune d'OSSELLE ROUTELLE,
La Commune de PALISE,
La Commune de PELOUSEY,
La Commune de PIREY,
La Commune de POUILLEY FRANÇAIS,
La Commune de POUILLEY-LES-VIGNES,
La Commune de PUGEY,
La Commune de RANCENAY,
La Commune de ROCHE-LEZ-BEAUPRE,
La Commune de ROSET FLUANS,
La Commune de SAINT VIT,
La Commune de SAONE,

La Commune de SERRE-LES-SAPINS,
La Commune de TALLEMAY,
La Commune de THISE,
La Commune de THORAISE,
La Commune de TORPES,
La Commune de VAIRE,
La Commune de VELESMES ESSARTS,
La Commune de VENISE,
La Commune de VIEILLEY,
La Commune de VILLARS SAINT-GEORGES,
La Commune de VORGES LES PINS.

La liste définitive des membres étant désormais établie, chaque membre du groupement est invité à délibérer sur l'avenant n°3 (version remaniée de la convention de groupement).
La convention ainsi modifiée entrera en vigueur après délibération de l'ensemble des membres sur l'année 2022.

Propositions

Le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer et approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention constitutive de groupement de commandes permanent,
- autoriser M. le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°3 à la convention constitutive de groupement de commandes permanent,
- s'engager à inscrire au budget les crédits nécessaires, le cas échéant.

Après délibération, à l'unanimité des votants, le conseil municipal approuve les termes de l'avenant n°3 à la convention constitutive de groupement de commandes permanent, autorise M. le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°3 à la convention constitutive de groupement de commandes permanent et s'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires, le cas échéant.

3) Rapports des commissions et délégations

SIVOM :

Le budget du SIVOM a été voté lors du dernier comité syndical du 13 avril. La commune de Thoraise, suite au départ en retraite de Christiane DIDIER, dont le poste n'est pas remplacé, voit sa contribution baissée de 10 000 euros.

Projet du bâtiment de l'école de THORAISE : Cédric BREVOT et le Maire ont procédé au débarras des locaux avec l'aide du SIVOM. Le matériel restant, tables et chaises, sera proposé aux habitants de la commune et les restes donnés à une association de recyclage. Les locaux étant libres il est proposé d'essayer de les louer en bureaux. Le Maire se chargera de la publication à cette fin.

4) Questions diverses

Marché des 3 villages : Prochain marché à THORAISE le 6 mai. Les personnes souhaitant aider à la mise en place peuvent rejoindre à 14h les élus et membres de l'association pour participer.

Fin de séance : 22h00